



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Papillons
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 29/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INDENA

38 avenue Gustave Eiffel
BP 9528
37000 Tours

Références : 2025 / 590 VAT20250375
Code AIOT : 0010000689

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement INDENA implanté 30/38, avenue Gustave Eiffel BP 9528 37095 Tours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 27 août 2025, la DDT a informé les services d'inspection de la DREAL d'une pollution avec mortalité piscicole survenue au niveau du cours d'eau "La Petite Gironde", à Tours Nord, dont l'origine identifiée provient de l'établissement INDENA. Une inspection réactive a par conséquent été déclenchée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDENA

- 30/38, avenue Gustave Eiffel BP 9528 37095 Tours
- Code AIOT : 0010000689
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

INDENA est un site de production d'extraits végétaux destinés à l'industrie pharmaceutique, diététique et cosmétique, dont les activités sont autorisées par arrêté préfectoral n° 19149 du 13 janvier 2012.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration incident/accident	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
2	Prévention des risques technologiques : principes directeurs	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.1	Mesures d'urgence, Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.1.2	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires	15 jours
5	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.1.1	Mesures conservatoires, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 4.3.12	Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.6.4	Sans objet
6	Bassin de confinement (dit bassin de prévention)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.6.6	Sans objet
7	Collecte des effluents liquides / Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 4.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de cette inspections sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident/accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Informé par courriel de la DDT, le 27 août 2025 à 12h00, d'une pollution du cours d'eau "La Petite Gironde" située à Tours Nord, la société INDENA, incriminée, a immédiatement été contactée par l'inspection pour s'assurer de l'obturation des réseaux d'évacuation des effluents de l'établissement et de la prise en compte de l'évènement par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a alors confirmé avoir été averti peu de temps auparavant et fait obturer les réseaux d'évacuation de l'établissement, sans être en mesure de préciser l'évènement à l'origine de la pollution, précisant néanmoins, qu'après une fermeture estivale de trois semaines, les installations faisaient l'objet, depuis lundi 5h, d'opérations de maintenance, vidange, nettoyage, une opération de vidange de deux cuves (SAU 729 et SAU 730) comportant des effluents issus des processus d'extracation de plantes de l'établissement ayant notamment été engagée dans l'après midi du 26 août 2025 jusque dans la nuit du 27 août 2025, en revanche à destination de la station</p>

d'épuration interne de l'établissement.

L'inspection déclenchée à 14h00 nous a conduit dans un 1er temps à nous rendre au droit du cours d'eau "La Petite Gironde" afin d'observer l'impact de la pollution et en confirmer l'origine. Arrivé sur place, au droit du carrefour de la rue de Suède et de la rue Baptiste Marcet, une pollution rougeâtre prononcée du cours d'eau est observée à l'aval, pas à l'amont. Se rejette au niveau de ce carrefour la canalisation d'eau pluviale en provenance, entre autre, de l'établissement de la société INDENA située un peu plus au sud. L'écoulement en provenance de cette canalisation présente un effluent rougeâtre à l'évidence à l'origine de la pollution du cours d'eau.

Un représentant de TOURS METROPOLE est présent, dirigeant l'intervention de la société SARP CENTRE OUEST visant à pomper les effluents véhiculés par la canalisation jusqu'au cours d'eau. Le pompage est réalisé à la fois dans la canalisation, en amont du barrage de sacs de sables mis en place en sortie de cette dernière, et directement au sein du cours d'eau, immédiatement derrière le barrage, là où la pollution est la plus concentrée. Les techniciens de la société SARP CENTRE OUEST déclareront en fin d'intervention avoir pompé, au total, 16 m³ d'effluent, dans la capacité de ce qu'ils étaient en mesure de faire techniquement, générant un assec du cours d'eau au niveau de la canalisation concernée.

Accompagné de deux inspecteurs de l'Office Français de la Biodiversité, également présents, et de l'exploitant, informé de notre venue, l'état du cours d'eau a été examiné sur l'aval. L'impact de la pollution sur le cours d'eau, en terme de colorimétrie rougeâtre et de mortalité piscicole (poissons et batraciens) a été observé sur 1,4 km environ. Une vingtaine de cadavres de poisson a notamment été observée sur le linéaire concerné (aucun poisson vivant en revanche).

L'inspection s'est ensuite poursuivie au sein des installations de l'établissement INDENA, l'origine de cette pollution étant confirmée par l'exploitant de par le déversement observé d'effluents rougeâtres au niveau de de l'un des trois exutoires de rejets des eaux pluviales de l'établissement situé le plus au sud de la rue Baptiste Marcet.

Après une période de fermeture estivale de 3 semaines et un isolement préventif des installations par obturation des réseaux, l'exploitant a indiqué qu'à la reprise, depuis le lundi 25 août à 5h, seules des opérations de maintenance, nettoyage, vidange, étaient réalisées, sans étape de production, la seule opération de vidange ayant été engagée dans l'après-midi du 26 août 2025, et ce jusque tôt dans la matinée du 27 août 2025, concernant deux cuves de 35 m³ (SAU 729 et SAU 730) comportant des déchets liquides rougeâtres issus des processus d'extraction de plantes de l'établissement à destination, en principe, de la station d'épuration interne.

Les deux cuves concernées sont hors sol, disposées sur une aire bétonnée bénéficiant d'un caniveau périphérique dans lequel sont directement déversés les effluents issus des cuves avant de rejoindre une pompe de relevage envoyant l'ensemble de ces effluents vers la station de traitement d'épuration interne.

Les investigations réalisées in situ permettent de constater, à l'ouverture des regards périphériques situés sur les réseaux proches des cuves, un impact évident du réseau d'eau pluviale immédiatement voisin de ces équipements/dispositifs, sans pour autant faire apparaître d'écoulements en surface depuis les cuves.

En revanche, le réseau d'évacuation des eaux usées industrielles comporte un regard au sein duquel se trouve la pompe de relevage renvoyant en fonctionnement normal les effluents issus des cuves concernées vers la station d'épuration interne.

A l'ouverture de ce regard, on observe un cylindre fermé en partie supérieure, au cœur duquel se trouve la pompe de relevage. Le pourtour du cylindre présente des effluents rougeâtres similaires à ceux observés en provenance des cuves et au niveau du cours d'eau. L'ouverture du cylindre présente un dispositif complètement saturé de déchets liquides, la pompe de relevage se trouvant totalement immergée, sans aucun fonctionnement. La poire de détection d'un niveau haut se trouve au fond du dispositif et n'a pas, à l'évidence, déclenché le fonctionnement de la

pompe. Le déclenchement de la pompe s'est en revanche fait en surélevant la poire de détection, les déchets liquides présents étant consécutivement rapidement évacués vers la station d'épuration.

Il ressort de ces investigations que la pompe de relevage a dysfonctionné lors de cette opération de vidange, ne renvoyant pas, tout ou partie des 70 m3 d'effluents vers la station d'épuration interne, une contamination du réseau d'eau pluvial immédiatement voisin s'opérant par une connexion aujourd'hui à déterminer.

L'exploitant n'a par ailleurs pas été alerté de ce dysfonctionnement, aucune procédure de vérification interne ne prévoyant de constater le bon fonctionnement de la pompe de relevage lors d'une telle opération, ni aucun dispositif de sécurité ne permettant de détecter un éventuel dysfonctionnement avec renvoi d'alerte à l'exploitant.

=> L'exploitant n'a pour le moment pas transmis de courriel réactif d'information concernant l'évènement à l'origine de la pollution du cours d'eau de "La Petite Gironde", ce qu'il convient de faire indépendamment des constats réalisés ci-dessus, et doit dans un second temps transmettre aux services d'inspection un rapport d'incident précisant notamment les circonstances et les causes, les effets sur l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un évènement similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Prévention des risques technologiques : principes directeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques : principes directeurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

La pollution de "La Petite Gironde" engendrée par le dysfonctionnement des processus de traitement interne des effluents de l'établissement montrent que toutes les dispositions appropriées nécessaires à la prévention des incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences ne sont pas prises.

Notamment :

- la pompe de relevage située à proximité des cuves SAU 729 et SAU 730 n'a pas fonctionné,
- aucune vérification du bon fonctionnement des équipements lors des opérations de vidange n'est réalisée,
- les réseaux de collecte eaux usées industrielles et eaux pluviales non polluées présentent manifestement une connexion au droit de la pompe de relevage située à proximité des cuves SAU 729 et SAU 730 au sein desquelles sont stockés les déchets liquides issus du process d'extraction

de plante de l'établissement, le réseau eau pluviale non polluée ayant été contaminé consécutivement au dysfonctionnement de la pompe de relevage lors des opérations de vidange des cuves identifiées ci-dessus.

=> L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences en organisant sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment : [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, [...], la procédure permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Constats :

Les consignes de sécurité sont correctement rédigées indiquant notamment : [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, [...], la procédure permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Lors de cet évènement, une fois connu de l'exploitant, les consignes de sécurités prévues ont permis d'isoler le site et de cesser tout impact supplémentaire du dysfonctionnement observé en interne sur le milieu récepteur.

Les exutoires de l'établissement resteront obturés jusqu'à ce que l'établissement puisse apporter toutes les garanties d'absence de nouvel impact sur l'environnement. Dans cette situation d'urgence, l'exploitant engagera les moyens internes à sa disposition au travers de la station de traitement des effluents, de sa cuve tampon, de son bassin de prévention d'une capacité de 1500 m3, tout en faisant intervenir, le cas échéant, un prestataire extérieur pour le pompage d'effluents qu'il ne pourrait plus traiter sur place.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale ,en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : => La pollution de "La Petite Gironde" engendrée par le dysfonctionnement des processus de traitement interne des effluents de l'établissement consécutivement à une période de fermeture estivale et de redémarrage des installations (défaut de fonctionnement de la pompe de relevage, absence de vérification du bon fonctionnement des équipements lors des opérations de vidange, contamination inter-réseaux eaux usées industrielles/eaux pluviales non polluées,) montrent que les consignes d'exploitation sont insuffisantes et doivent être expertisées en vue d'une adaptation renforcée des vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et, l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects ,de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : => L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions dans la conception, l'aménagement, l'entretien

<p>et, l'exploitation des installations permettant de prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments, notamment en ne s'assurant pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du bon fonctionnement de la pompe de relevage des effluents au cours des opérations de vidange, - de l'absence de connexion entre les réseaux eaux usées et eaux pluviales non polluées, -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Bassin de confinement (dit bassin de prévention)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement (dit bassin de prévention)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1500 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.11. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service peuvent être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est effectivement équipé d'un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1500 m3 permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées en cas d'incident en vue d'évacuer les effluents consécutivement via les principes imposés par l'Article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service peuvent être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte des effluents liquides / Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents liquides / Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement</p>

mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Le plan des réseaux a été mis à jour le 11 mai 2023 par la société INDENA.
Examiné, ce dernier s'avère complet et présente l'ensemble des informations attendues.
=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2(Cf repéragedurejetsousl'article 4.3.5)

Paramètre	Concentration maximale moyenne sur une période de 2 h (mg/l)
MES	100
DBO5	100
DCO	300
Hydrocarbures totaux	5

Constats :

Les 1er résultats des analyses engagées par l'exploitant sur les prélèvements effectués au niveau de l'exutoire incriminé de l'établissement attestent des valeurs suivantes :

- pH : 9,83 (valeur de pH réglementaire : entre 5,5 et 8,5)
- DCO 2573 mg/L (valeur limite démission réglementaire : 300 mg/L)

- MES : 105 mg/L (valeur limite démission réglementaire : 100 mg/L)

=> Les eaux pluviales rejetées en provenance de l'établissement INDENA en direction du cours d'eau "La Petite Gironde" les 26 et 27 août 2025 ne respectaient pas les valeurs limites imposées à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19149 du 13 janvier 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence